

Lettre ouverte au Président de la République Française

Monsieur Emmanuel Macron

Marseille, mercredi 13 mars 2019

« Une démocratie mal menée, malmenée et mal aimée »

Le Grand Débat National :

Un premier pas vers une concertation durable ?

Monsieur le Président,

Alors que vous venez de lancer **le Grand Débat**, suite aux événements qui agitent la France, je ressens le besoin de partager avec vous mon expérience. Vous définissez ce Grand Débat comme « permettant à tous de débattre de questions essentielles pour les Français ».

Depuis mon arrivée en France en 1978, j'ai acquis une riche expérience dans le domaine associatif et éducatif, avec l'organisation de centaines de débats et d'actions qui ont permis la parution de plus de [3 000 articles de presse](#). J'ai réalisé plus de [1 000 animations](#) de sensibilisation à l'environnement et à la qualité de l'air dans les écoles, collèges et lycées et suis intervenu en tant que chargé de cours de « communication » et de « médiation scientifique » dans les universités de l'Académie d'Aix-Marseille auprès d'étudiants en master. Enfin, je me suis mobilisé dans le domaine politique en tant qu'élu local et surtout comme « électron libre ».

Évidemment, ce grand débat est **un premier pas indispensable** face à la crise que nous vivons, mais c'est aussi et surtout une opportunité que nous devons saisir pour que **la France devienne exemplaire en matière d'information, de consultation et de concertation citoyenne**. Ce Grand Débat doit être le premier pas d'un long chemin **s'inscrivant dans la durée**, sans quoi il ne sera, comme beaucoup de belles idées, **qu'une désillusion de plus**, laissant une porte grande ouverte aux partis extrémistes.

En 2017, face à la montée de l'extrême droite, j'ai, comme beaucoup de Français, voté pour vous au second tour. Cette élection vous a permis d'être élu démocratiquement, mais une grande partie de la population l'a perçue comme illégitime devant le taux d'abstention et la petite majorité de votes vous plaçant en tête du premier tour. Aussi, je souhaiterais vous faire connaître mon point de vue. Pourquoi, malgré des dizaines d'années de promesses politiques sans lendemain, **la colère des citoyens déborde-t-elle tout à coup maintenant ?**

Des promesses politiques sans lendemain.

Au niveau local comme national, **la méfiance s'est installée dans les rangs des citoyens**. La colère s'est manifestée de plus en plus, engendrée par un sentiment collectif d'être méprisé des élus. Avec la communication exceptionnelle que vous avez mise en marche pour vous faire élire, **vous avez créé**, chez **certains**, **une envie de « croire encore »**, et ces personnes **ont voté pour vous**. C'est mon cas. Mais n'oublions pas qu'une autre partie non négligeable n'a mis son bulletin dans l'urne en votre faveur que pour **dire non à l'extrême droite** ou **ne plus voter pour les partis politiques existants**.

Nous vous avons donné notre **CONFIANCE** et pourtant nous sommes nombreux à avoir **le sentiment d'avoir été trahis, oubliés et une nouvelle fois méprisés**, surtout à cause d'une communication très maladroite envers les citoyens.

Une démocratie mal menée, malmenée et mal aimée.

La démocratie est un rempart contre la haine, mais elle peut aussi l'engendrer si la haine n'est pas combattue avant qu'elle ne s'exprime. L'Histoire nous rappelle que racisme et haine sont toujours accompagnés de morts, de disparitions, de tortures. **La haine nous entraîne toujours vers plus de haine**. Protégeons la démocratie et **mettons en place une démocratie participative** avant qu'il ne soit trop tard.

Chilien d'origine, je connais trop bien toute la valeur du mot « **LIBERTE** », autant au singulier qu'au pluriel, ayant subi la prison et la torture sous la dictature de Pinochet en 1973. Depuis mon arrivée en France en 1978, je constate que **nous avons une démocratie mal menée par les politiques** et malmenée aussi. Lorsqu'il y a un référendum, celui-ci est très souvent contourné par le politique. **La démocratie représentative** est aussi mal aimée par les citoyens qui s'abstiennent de voter lors des élections.

La reconnaissance du vote blanc est nécessaire.

Depuis 2014, le vote blanc est comptabilisé en France, **mais n'a aucune reconnaissance réelle**. Il devrait être non seulement comptabilisé, mais signifier un rejet de tous les candidats s'il arrivait en tête. Dans ce cas, les candidats en liste devraient se retirer et il serait normal de revoter. Pourquoi ne pas réfléchir aussi au **vote obligatoire** ? Avec une abstention aussi importante aux dernières élections, **l'élu est considéré comme illégitime**.

Une information souvent absente ou mal organisée.

La démocratie commence par **une information claire et transparente**, pouvant être vérifiée. Pour faire passer certains projets, **la non-information ou la désinformation se mettent en place**. Les votes de nuit à l'Assemblée pour adopter des lois qui ont un impact important sur le quotidien des Français sont mal perçus par ces derniers. Une bonne information élimine en partie l'incompréhension et amène la confiance.

Certains politiques organisent **la non-information** aidés en cela par les lobbys pour convaincre leurs adversaires. **Certains pays, comme la Suisse, informent les citoyens très en amont de grands projets et consultent les opposants en premier**.

Le dévouement souvent mal soutenu : exemple des maires ruraux

Aujourd'hui, la France compte des milliers de petites et moyennes communes qui sont un atout majeur pour la France, grâce à leurs maires et leurs conseillers municipaux.

La majorité de ces élus ne reçoivent pas d'indemnités. Il faut reconnaître le dévouement dont ils font preuve et qu'ils mettent au service de la France et de leurs concitoyens.

A l'inverse, certaines grandes collectivités **n'ont pas joué le jeu** et se sont moins, voire pas du tout, mobilisées dans le travail de la concertation.

Les réseaux sociaux et internet : du positif et du négatif.

Les réseaux sociaux ne sont pas que transmetteurs de fake news. Ils permettent l'échange de l'information, la transmission du savoir et du savoir-faire. Ils permettent aux citoyens de se mobiliser, de participer à la vie politique de leur pays. Ils permettent de faire tomber des dictatures, de mobiliser pour des événements pacifiques. Il serait nécessaire d'utiliser plus activement les réseaux sociaux dans **les contextes de consultation**.

Cependant, ces mêmes réseaux sociaux **peuvent devenir un danger pour la démocratie**. Un certain nombre de **groupes de casseurs ou d'extrémistes** les utilisent pour mettre en place **désinformation, mensonges, haine et violence extrême**. Ces groupes souhaitent profiter d'une colère bien réelle. Parfois, ces réseaux sont très puissants et peuvent même agir depuis l'étranger.

Une consultation et une concertation souvent mal faite ou inexistante.

Une consultation bien organisée, où le citoyen concerné par le projet sera **écouté**, permettra soit de rectifier, soit d'expliquer certains points nébuleux pour les citoyens. **Elle permettra de réduire une grande majorité d'incompréhensions et, par conséquent, de conflits.**

Pour être efficace, **il faut prendre le temps** d'entendre les doléances, écouter les propositions, être attentif... Pour cette étape, il faudra du personnel expérimenté connaissant les différentes techniques d'écoute, de recueil d'information...

La non-concertation coûte cher, très cher et des centaines de projets menés à bien ou non mettent en évidence **le gaspillage d'argent public** qui en découle. Il ne faut plus légiférer dans l'urgence, vous devez prendre, Monsieur le Président, **le temps d'écouter vos concitoyens.**

C'est pour ces raisons que le **Grand Débat National est un pas, qui risque d'être un faux pas**, s'il n'est pas suivi d'autres pas. Désormais, nous ne pouvons plus faire de la politique sans faire participer ceux qui sont concernés : les citoyens.

Une décision politique, pas toujours démocratique.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président : « **On ne peut plus décider comme avant** ». Et cette phrase, doit s'appliquer à vous, Monsieur le Président, à votre gouvernement et à tous les élus.

Dans mes mandats d'élu marseillais et de la Métropole, j'ai pu constater une certaine pratique de la politique. Tout est organisé pour que dans la majorité des projets, **la décision revienne au « grand chef »**, qu'il soit de droite ou de gauche. **Lorsque le grand chef « ordonne »** aux élus de sa majorité de le suivre, ils le feront soit par loyauté, soit à cause de pressions ou simplement par soumission. **C'est un système binaire : on est avec le chef ou contre lui.** Si on ne vote pas avec son groupe comme stipulé, on est automatiquement « **un traître** » non solidaire de son groupe, un traître non fiable, non digne de confiance et, par conséquent, une personne à ignorer et à éliminer (politiquement...).

Tout commence au moment des choix des colistiers de la liste municipale. Il est rare que des casse-pieds ou des lanceurs d'alerte y soient acceptés. C'est uniquement la notoriété du casse-pieds » en question, ou son poids comme personnalité de la société civile, qui fait la différence pour que le « **Grand Chef** » l'accepte, et qu'il soit finalement élu. Mais quelle importance pour le « Grand Chef » ? Il aura de toute façon mathématiquement la majorité au moment des votes, même si le casse-pieds ne vote pas pour lui.

Il est nécessaire de s'attaquer aussi au **clientélisme**, afin d'avoir **des élus exemplaires.**

Les ECO-DEBATS du réseau ECOFORUM.

Pendant des années, j'ai animé des Eco-Débats sur des problèmes écologiques spécifiques à Marseille. Il s'agissait de conférences dans lesquelles nous invitions **un politique qui décidait de la thématique à traiter avec un politique de l'opposition.** Des experts et des responsables associatifs étaient également présents. C'était un rendez-vous incontournable et très apprécié par la classe politique où les médias répondaient toujours présents. (1) (2) (3) (4)

Tous les thèmes présentés et débattus étaient en rapport avec des problématiques locales. La parole était donnée à la tribune pour une durée maximale de **40 minutes.** Ensuite, nous laissions du temps pour les échanges, questions et commentaires pendant **80 minutes**, l'objectif étant d'équilibrer les temps de parole des intervenants et du public. **Les règles du débat** (temps de parole, interdiction d'avoir recours aux insultes...) **étaient clairement définies** dès le début de la rencontre. Le temps de la première intervention d'une personne était limité à **3 minutes maximum**, le temps de ses interventions suivantes à **une minute.** Des techniques étaient mises en place pour encourager **la participation de ceux qui restaient silencieux.** Nous donnions systématiquement la parole à ceux qui ne levaient pas la main car, être citoyen, c'est également prendre la parole. Nous invitions les plus timides à écrire...

Des commissions pas très démocratiques.

Tandis que sur le terrain j'animais avec succès des débats avec les citoyens, où les thématiques écologiques étaient débattues, je participais en tant qu'élu à des commissions thématiques (DSP déchets, DSP eau...) ou toutes les décisions étaient déjà prises d'avance par le « Grand Chef » et ses proches. Alors que des commissions existaient théoriquement pour informer, consulter... et travailler ensemble. Mais tout laissait à penser que **le seul but** de ces commissions **était de savoir qui serait pour ou contre**. Tout nous arrivait sur la table, sous la responsabilité de l'élu, mais ficelé par des bureaucrates et des lobbys en amont, à travers des accords secrets dont seul un petit groupe avait connaissance.

Cette manière de travailler se révèle anti-démocratique.

Chaque élu a des convictions, une expérience, une compétence, pourquoi ne peut-il l'utiliser au service de son territoire et surtout des citoyens qui l'habitent ?

Un élu, pour garder ses convictions, doit devenir « **électron libre** ». Malheureusement, ce type d'élus n'est pas vraiment écouté quand il prend la parole. Cela est dommageable pour la démocratie, **car c'est précisément à l'intérieur d'une majorité que la démocratie doit « aussi » s'exercer**, grâce à la liberté de parole, à la place donnée à la discussion et, enfin, à la liberté de voter en accord avec ses convictions.

Les pratiques politiques actuelles à ce niveau doivent changer.

Il faut du temps pour analyser et comprendre.

Il faut du temps pour lire et comprendre un dossier. Or bien souvent, le dossier de séance est donné seulement deux jours avant. **Comment être pour ou contre un projet quand on n'a pas le temps d'en analyser les enjeux et les retombées possibles ?**

Il en est de même pour le Grand Débat National. **Il n'est pas possible de lire attentivement, d'analyser sérieusement, de traiter tous les cahiers de doléances ouverts dans les mairies en quelques semaines**. Pas plus qu'il n'est possible de mettre en place toutes les solutions nécessaires en suivant.

Je comprends que ce grand débat est censé nous faire sortir de la crise mais, s'il n'est pas suivi d'effets, il ne sera qu'une désillusion de plus.

Compétences et ignorance.

Un nombre non négligeable d'élus **manquent de compétences et d'expérience sur certains sujets**. Encore une fois, comment peut-on voter par exemple pour une DSP concernant le prix de l'eau dans un dossier sur lequel on est totalement ignorant et, en plus, mal informé ?

Pour moi, il est impératif que nos élus soient mieux informés et surtout mieux formés.

La culture de l'écocitoyenneté.

On sensibilise les citoyens aux gestes à suivre en cas de catastrophe : premiers secours... **Afin d'avoir une culture du débat**, il faudrait apprendre dès l'enfance la prise de parole, le respect, le civisme ainsi que ce qu'est l'intérêt général.

C'est ce que nous faisons avec les jeunes dans [les écoles](#) et les lycées pour les sensibiliser à la qualité de l'air.

Tout commence par l'éducation et la sensibilisation dans les écoles. Viennent ensuite les collèges et lycées. Nous avons mis en place dans [les lycées un programme sur la prise de parole](#) par le développement de la créativité, le face-à-face et les jeux de rôle. **Votre priorité a été l'école dans votre programme, et c'est évidemment la première priorité pour la réussite de la France et des Français**. A travers les enfants, on sensibilise aussi les parents. Au bout de deux générations, toute la France pourra être touchée.

Psycho-Débats.

Comme pour les débats citoyens, les mots des participants traduisent souvent des maux qui méritent l'écoute.

J'ai créé les Psycho-Débats et comme pour les Eco-débats, nous avons aussi des règles claires, mais surtout **des techniques qui permettent et incitent la prise de parole**. « Il ne s'agit pas d'une thérapie de groupe, il s'agit tout simplement **d'une dynamique de groupe** où l'animateur lance le débat en quelques minutes, puis où chaque participant raconte son expérience et la solution qui l'a aidé. »

Être bien à l'intérieur de soi donne l'envie de mieux vivre, seul mais également en collectivité, et cela reste un premier pas pour participer à la vie de son quartier, de sa ville et de son pays.

Les thématiques sont nombreuses : communication non verbale, confiance en soi, créativité, gestion du temps, médiation et conflits, burn-out, pensée positive, prise de parole...

Pour que l'illusion ne se transforme pas en désillusion.

En ouvrant ce Grand Débat, vous avez voulu, **Monsieur le Président**, éviter à tout prix que la contestation et la violence mettent en péril la démocratie. Vous avez dit vous-même que vous ne changerez pas de cap et que vous continuerez à appliquer votre programme. Aller vite en oubliant les concernés a accéléré et accentué la colère des Français. L'illusion que vous aviez pu faire naître pendant votre campagne s'est transformée en désillusion.

Le Grand Débat National crée l'espoir d'être écouté, mais de toute évidence va créer des frustrations encore plus grandes. Une grande majorité ne comprendra pas pourquoi ses revendications, ses propositions, n'auront pas été retenues.

Monsieur le Président, ayez la sagesse de reconnaître dès maintenant et de dire clairement que ce **Grand Débat National est juste un premier pas vers une concertation réelle, durable**. Il sera peut-être intéressant **d'inscrire le débat dans une loi qui permettra à la démocratie participative d'exister vraiment, tout en gardant la démocratie représentative pour gouverner, donc décider et légiférer.**

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération.

[Victor Hugo ESPINOSA](#)

Ingénieur, spécialiste en risque majeur

Président d'ECOFORUM

[Articles de presse](#)

[Appel à la réflexion du Président de la République Française - Marseille, lundi 21 mai 2007](#)